

Pluri Cité

Le bimestre de Carrefour des Cultures

Avril - Mai 2012 / numéro 4

À la une

DEMOCRATIE EN QUESTION

Democratie participative,
entre local et global

Zoom sur le bimestre

Dialogue Orient-Occident

soirée d'ouverture

exposition

conférence-débat

concert

Quelques échos de nos projets

*Share : associatif des migrants en mouvement
développement et calendrier*

Peuples et Cultures

Le Congo,

tragédie, survie, résistance

Alliance Kivu,

acteur du co-développement

www.carrefourdescultures.org

EDITORIAL

La démocratie est en crise. Elle a de grandes difficultés à se mettre sur pied et à apporter des réponses aux grands défis actuels, en particulier à la crise financière. Celle-ci, preuve criante de la nécessité de changements systémiques, est gérée par des technocrates reproduisant les modes de fonctionnements actuels, et non par les peuples qui subissent les politiques mises en œuvre. Or, cette crise devrait être l'occasion d'interroger profondément nos sociétés et leurs logiques, d'élaborer et d'expérimenter de vraies alternatives.

Néanmoins, il ne s'agit pas de pointer les seuls responsables politiques ; c'est à la citoyenneté également de développer force et activité ; la démocratie ne peut fonctionner qu'à cette condition. Ce n'est malheureusement pas dans cette direction que nous nous dirigeons. On constate au contraire l'accroissement du sentiment d'impuissance et de la distance entre les

citoyens et la chose publique ; ainsi, les centres de décisions s'éloignent toujours plus de ces derniers.

Outre les citoyens dans leur ensemble, il s'agit aussi ici de ce qu'on appelle à présent les corps intermédiaires, c'est-à-dire principalement les associations et les syndicats. Ceux-ci devraient pouvoir jouer un rôle central en matière de dynamisation de la citoyenneté, d'ouvertures d'espaces de débats, de lecture critique et de développement d'actions ; ils devraient pouvoir soutenir les citoyens dans leurs efforts pour comprendre les évolutions sociales, pour dialoguer avec les politiques et institutions ainsi que pour accompagner la gestion de la cité.

Malheureusement, ces acteurs, en particulier le monde associatif, sont affaiblis, dans un rapport de subordination, et ne parviennent pas à harmoniser leur action. Or, seules les

synergies peuvent permettre le développement d'une réflexion et d'une action suffisamment forte, fondée et concertée.

Cela entraîne un cercle vicieux : moins les membres de la société s'engagent dans les associations citoyennes, plus les moyens de celles-ci diminuent et, par conséquent, moins elles peuvent favoriser la conscientisation quant à l'importance de l'investissement de l'espace public.

Par ses réflexions et actions, Carrefour des Cultures veut contribuer, en collaboration constante avec ses publics et ses partenaires, à proposer des éléments de réponse aux enjeux qui découlent de ces phénomènes.

Sommaire

Édito	1
À la Une - Démocratie en question	4
Démocratie participative, entre local et global	4
Démocratie locale – laboratoire de la démocratie participative	6
Notre démocratie est un peu en panne... <i>Interview de Joseph Burnotte, du CEPAG</i>	7
L'Europe, entre politique et finance, entre global et local	8
Précarité des corps intermédiaires	9
Une uniformité qui fait le bonheur des extrêmes	11
Zoom sur le bimestre	12
Toujours en chantier	12
Migrantes ; réalités et médias Lancement des interviews	12
Talents de femmes Appel aux artistes	12
A venir	13
Dialogue Orient-Occident L'événement central	13
Share Tables rondes et forum	15

Quelques échos de nos projets	15
Bain de langues Serap Güven et Sibel	15
Cinémas des cultures 4e édition – quand les Albanais s’intéressent au Sri Lanka	16
Hebdo typique à CDC	17
Peuples et Cultures - Le Congo	18
Preliminaires Tragédie, survie, résistance	18
Le saviez-vous ?	19
Alliance Kivu asbl un acteur du co-développement dans la Province de Namur	20
Sons mêlés Wendo	22
Citoyens du monde Patrice Lumumba	23
Langues et lettres François-Médard Mayengo Kulonda	24
Autour de la table Poulet à la moambe	25

À la une

DEMOCRATIE EN QUESTION

Democratie participative, entre local et global

A l'heure où la santé de la démocratie est plus qu'inquiétante, Carrefour des Cultures a choisi de développer un projet réflexif et actif, centré sur les enjeux de la participation citoyenne, sur les plans locaux comme supra-nationaux.

Ce projet s'inscrit dans notre espace « Intégration et citoyenneté » qui veut favoriser l'intérêt de l'ensemble des citoyens pour la chose publique et leur engagement face aux enjeux politiques, sociaux, économiques et culturels.

« Démocratie participative, entre local et global », porté par Carrefour des Cultures et un groupe de citoyens, vise une série d'objectifs. Il s'agit de lire de façon critique les programmes politiques, tout au long de l'année, et de comparer les engagements et les réalisations.

Il s'agit aussi d'examiner les liens entre politiques européennes, régionales et locales.

Un autre objectif est de réfléchir sur les réponses données par les démocraties occidentales aux

mouvements démocratiques émergeant dans le monde arabe, surtout après le printemps des révoltes.

Sur base de l'ensemble des analyses et réflexions du groupe de travail et des tables rondes, des articles et des recommandations sont rédigés et élaborés ; leurs prises ou non prises en compte par les décideurs seront suivies.

Enfin, il s'agit de suivre les autres actions citoyennes et associatives, réflexives et revendicatives, liées aux politiques locales comme globales, et de soutenir ces actions.

Le projet se développe notamment à travers une série de séances de réflexions et de débats, axées

principalement sur une série de thématiques et de démarches :

- Lecture et analyse des programmes de la campagne 2012 sur base d'une étude critique des programmes et réalisations de la dernière législature (comparaison des programmes avec les réalisations).

- Du local à l'europpéen en passant par le régional : quelle participation citoyenne et quelle politique de gouvernance ?

- Démocratie, interculturalité, citoyenneté, au niveau de la démocratie participative.

- L'Europe des régions, entre communautarisme et universalisme (l'Europe des régions est-elle réalisable ? Si oui, va-t-elle vers une démocratie dépassant les frontières communautaires, ou vers les communautarismes ?)

Rapports Nord-Sud, à travers la démocratie locale et la société civile organisée ;

- La société civile organisée ; quelle action politique ?

Le groupe de travail qui porte ces séances s'élargit régulièrement en tables rondes, en intégrant des acteurs de la politique, de l'associatif, etc.

Les séances de recherches et de débats nourrissent également l'élaboration et la réalisation d'outils pédagogiques. Un tel outil a été créé en partenariat avec l'asbl Culture et santé. Avec cet acteur, le groupe de travail a participé à la réalisation d'un jeu visant une approche de la démocratie par le photo-langage.

Autres réalisations importantes : deux numéros de Pluricité centrés sur la problématique du projet. Ces productions sont également nourries par les séances de recherches et de débats du groupe de travail, en particulier par l'approche critique des politiques actuelles. La première de ces réalisations est le présent bulletin (axé sur

une approche plus réflexive), la seconde sera l'édition de mai-juin 2012 (qui sera centrée sur une approche plus informative – quant aux différents organes de la démocratie locale en Belgique, à l'occasion des élections communales et provinciales programmées pour octobre 2012).



Le groupe travaille également à une série d'autres actions et réalisations : des émissions radiophoniques sur les programmes politiques ; un guide pratique du fonctionnement de la démocratie locale en Belgique ; un fascicule de recommandations (destiné à la majorité mais aussi à l'opposition) ; l'organisation d'un débat citoyen ; la rencontre et l'interpellation des candidats des différents partis, etc.

Ce projet n'est pas le seul moyen pour s'ouvrir sur le citoyen et penser ensemble les différents espaces de la démocratie ; il s'agit de se centrer sur les différentes thématiques qui constituent le fond de la problématique abordée par le projet ; thématiques qui sont développées dans les autres espaces de Carrefour des Cultures ; dialogue Orient-Occident, dialogue Nord-Sud, espace femmes, etc.

N'hésitez pas à nous rejoindre dans les multiples recherches et réalisations de ce projet, en cette période où la démocratie a tant besoin d'énergie, d'engagement et de pensée critique.

Démocratie locale – Laboratoire de la démocratie participative

La démocratie est née pour être directe et participative, par excellence. On pourrait même dire que l'expression « démocratie participative » est un pléonasma.

La démocratie est née pour être directe et participative, par excellence. On pourrait même dire que l'expression « démocratie participative » est un pléonasma.

On peut cependant se demander si cette mutation ne s'est pas accompagnée d'une trop grande dénaturation. Cette démocratie représentative s'est développée aux échelons locaux, les communes et la ville, jusqu'au niveau régional et fédéral, etc. Les choses deviennent alors très indirectes, dans les logiques de délégation et de mandat – logiques régulièrement mal comprises par les deux partis, le mandataire ou le mandant ; et plus on entre dans ces logiques, moins la concertation existe. La participation se limite ainsi de plus en plus à un moment déterminé, celui des élections.

C'est ainsi que nous en sommes arrivés à une démocratie de gestion ou de gouvernance, régie par une classe restreinte plutôt qu'à une démocratie fondée sur de véritables projets de société, en vie et en mouvement, et qui associerait un maximum de personnes au développement et à la réalisation de ces projets. En effet, l'éloignement des sphères décisionnelles, le fossé entre représentants et citoyens favorise la passivité et le désintérêt de ces derniers pour la chose publique.

On peut ainsi dire que la démocratie locale, au niveau des villages ou des communes, ne parvient pas à influencer ce qui se joue aux niveaux plus élevés. C'est même le contraire qui se passe, et le citoyen se

trouve ainsi de plus en plus privé d'une expression qui soit vraiment écoutée.

Cette situation, et plus généralement les crises culturelles et idéologiques ainsi que la domination du capital, accroissent sans cesse le désintérêt du citoyen. Les partis tentent de répondre à cela en mettant en avant, dans leurs discours, la démocratie participative. Mais y a-t-il quelque chose d'assez concret derrière cela ?

En vérité, il y a, dans certaines manières de voir, des propositions très intéressantes. Nous pensons par exemple à l'idée d'initiative législative citoyenne (mécanisme qui permettrait aux citoyens, avec un nombre minimum de signatures, de proposer une loi au Parlement). Mais pour que de tels dispositifs puissent porter des fruits (à supposer bien sûr qu'ils soient adoptés), il y aurait besoin d'une citoyenneté d'action, organisée, anticipant sur les politiques, et du côté politique, un partage des initiatives avec le citoyen.

Ce n'est qu'à de telles conditions que la démocratie pourrait sortir du seul terrain électoral pour se jouer au niveau d'une véritable construction de la société de sorte que les élections ne seraient, chaque fois, que l'aboutissement d'un processus.

La démocratie au niveau local peut constituer ce terrain fertile et ce laboratoire propice pour offrir un vrai sens à la participation du citoyen au développement de politiques de proximité, autour d'enjeux qui ne s'écartent pas de sa vie concrète.

De telles visées ne peuvent avoir une matérialisation qu'avec des formations politiques capables d'offrir des espaces de débats et de concertation tout au

long des législatures. Quand nous parlons de formations politiques, nous visons la majorité comme l'opposition. Sans cette dernière, la démocratie ne peut se renforcer. La démocratie locale ne doit pas se transformer en une démocratie de service, mais se développer plutôt en un engagement d'action collective, pour le bien-être du citoyen et de la chose publique.

Entre le
Local et
Le global

Notre démocratie est un peu en panne...

Joseph Burnotte, bien connu dans la société civile organisée de la région, est engagé de longue date quant aux enjeux sociétaux, en particulier dans la sphère syndicale. Il répond à nos questions sur les problématiques actuelles de la démocratie.

Que pensez-vous des démocraties d'Europe, en particulier de la démocratie belge ? Favorise-t-elle la participation du citoyen à la vie de la société ?

Notre démocratie est un peu en panne... Certes, elle reste une réalité à travers les élections, on ne peut pas le nier, mais les gens ne s'investissent plus suffisamment dans les partis qui font cette démocratie, ni dans les associations.

Cela provient notamment du fait que les choses deviennent trop techniques, pour les citoyens, en matière politique. Autre cause importante du désinvestissement : les décisions, pour 80%, sont prises au niveau de l'Europe, très loin des gens, par des technocrates, liés surtout à la finance, et en rapport avec les fonds d'investissements.

Au niveau communal, il y a encore une possibilité de participation, mais elle se fait surtout par rapport à des intérêts particuliers. Et les

gens assistent peu aux conseils communaux. Il y a cependant des exemples intéressants : dans la commune de La Bruyère notamment, la Fondation Rurale de Wallonie a organisé une série de soirées dans différents villages, auxquelles les citoyens ont été invités avec succès. Il s'agissait en particulier de voir quelles questions sont pour eux les plus importantes. Divers thèmes ont été abordés : l'économie, la culture, la jeunesse, l'enseignement, etc. La FRW va retravailler les résultats. Suite à cela, la commune va mettre en place des commissions, lesquelles, à partir des premières réflexions citoyennes, feront des propositions de politiques concrètes à mettre sur pied. Une telle initiative, notamment, amène le débat au sein des citoyens (les politiques étaient là mais ils sont restés en retrait). Cela peut favoriser la réappropriation du politique par le citoyen.

Local et
Le global

La démocratie représentative est un fait des politiques, non des citoyens. L'une des causes en est que les partis politiques ne font pas leur travail. Ainsi, les gens vont vers les extrêmes. Le citoyen a une responsabilité, mais son pouvoir se limite dans une certaine mesure au vote. Quelles sont les solutions ?

Je pense qu'il faut créer de nouvelles alternatives basées sur un autre modèle de société. Par exemple, l'initiative du Front des gauches, en France, est intéressante ; notamment, en ce qui concerne leurs idées en matière de répartition des richesses. Mais pour que ces partis fonctionnent, il faut qu'il y ait un investissement du citoyen, d'abord au sein des partis. Il s'agit donc de retravailler au niveau local, au niveau des villes, des villages, des quartiers, pour ressusciter l'intérêt des gens pour les enjeux sociétaux ; pour qu'ils comprennent qu'il ne faut pas que, les choses soient gérées seulement de l'extérieur et sans eux. Du bon travail se fait, de ce point de vue, proche de nous, par exemple dans le quartier de Plomcot ; un autre exemple est le travail des jeunes syndicales. Il y a là des expériences de démocratie qui peuvent favoriser un investissement durable des jeunes. Un autre exemple qui me paraît particulièrement intéressant est le travail des délégués de classe et des intervenants scolaires qui les soutiennent. Certains ont créé notamment des classes de remédiations. Chez les étudiants aussi on trouve des engagements de valeur ; certains ont soutenu les sans-papiers à travers, entre autres, des grèves de la faim ; d'autres se sont joints aux indignés, etc. Et l'investissement dans des partis politiques existe encore aussi.

L'Europe, entre politique et finances, entre local et global

Si l'économie est aujourd'hui clairement mondialisée, ce n'est pas le cas de la politique, et plus particulièrement de la démocratie. Pour y remédier, c'est la démocratie locale qu'il s'agit de développer avant tout. En effet, elle seule peut constituer le fondement d'une démocratie nationale et supranationale. Or, une telle démocratie au sein des échelons plus élevés est nécessaire pour éviter la domination globale du marché.

Mais les choses, malheureusement, se développent à l'inverse de ce que nous venons de caractériser ; c'est l'économie, au niveau global qui, toujours plus, impose sa loi au politique. C'est notamment vrai au niveau européen. L'un des phénomènes les plus marquants à ce propos est que l'administration de l'UE place au pouvoir, à la tête des pays, des financiers et des technocrates non choisis par les peuples. Evoquons également le manque de transparence des administrations concernées, leur collusion avec les lobbyistes, et le pouvoir de décision politique croissant des fonctionnaires de l'Union.

Or, cette montée en puissance du pouvoir financier notamment menace tout particulièrement la démocratie. Les récents événements à Sprimont ne peuvent que renforcer cette conviction. Rappelons que, en février dernier, la direction de Meister Sprimont, dont le personnel était alors en grève, avait engagé une milice privée, équipée de matraques, pour tenter de récupérer des pièces produites dans l'entreprise, « de gré ou de force »...

La domination de la finance ne peut mener qu'au fait que l'individuel prenne la pas sur le collectif, ce que la démocratie devrait précisément empêcher. C'est à nous de choisir : démocratie ou finances. Pour répondre à cet enjeu, la démocratie au niveau supranational est cruciale, mais seule la démocratie locale est capable de lui donner la force suffisante ; une démocratie locale qui ne soit pas fondée que sur les services, mais également sur un sens politique capable de créer des passerelles avec les instances des différents niveaux, « du régional au mondial ».

On a toujours appris qu'il faut pouvoir lutter de l'intérieur, mais on voit qu'il est très difficile de faire bouger les choses. On voit aussi que les responsabilités sont réparties un peu partout : médias, société civile organisée... Faut-il aussi les pointer ? Notamment, il y a forte interdépendance entre politiques et corps intermédiaires.

Les médias ont traité de façon très problématique les dernières grèves ; ils ont relayé les discours du pouvoir. Les journalistes ont par exemple demandé si la grève était légitime – alors qu'elle l'est, c'est quelque chose d'acquis et reconnu depuis longtemps ; cela implique un discours de droite. Et à côté de cela, on développe des émissions basées sur la charité publique. C'est contradictoire. On met en effet ainsi en avant l'individu généreux, tout en relayant l'idéologie de droite. Il y a certes encore d'autres médias, par exemple les journaux syndicaux, ou ceux d'associations, mais c'est ainsi que les choses se passent dans les grands médias. Et l'ensemble des partis est dans le même spectre. Certes, il y a encore la défense de la sécurité sociale, de l'index, mais on met de plus en plus en cause les services publics, et cela depuis le gouvernement Martens - Gol. Or, ces services sont constitutifs de la démocratie et constituent des fruits essentiels des luttes ouvrières. Notre propriété collective, garante de notre pouvoir citoyen, réside dans la sécurité sociale, les services publics, les conventions collectives de travail et l'accord interprofessionnel. La réduction collective du temps de travail, sans perte de salaire, reste un enjeu essentiel pour l'égalité de toutes les travailleuses et tous les travailleurs face à la dérive de la multiplication des temps partiels, notamment via l'intérim. La revendication « à travail égal, salaire égal » des travailleuses de la FN et la mise sur pied d'équipements collectifs restent essentielles pour la promotion de l'égalité des femmes et des hommes.

Une autre dimension fondamentale qui est bien trop peu prise en compte est celle du droit des générations futures : on est en train de brûler de façon effrénée les ressources de la planète, et il n'y a pas de réaction suffisante à la dimension du phénomène.

Précarité des corps intermédiaires

Quant aux enjeux démocratiques en particulier, la société civile organisée ne doit pas tomber dans un rôle de palliatif. Au contraire, elle devrait pouvoir constituer le creuset pour l'élévation d'une parole citoyenne et politique.

Il y a certes des expériences intéressantes, comme par exemple le mouvement des indignés, ou le forum social, mais il semble que ces initiatives ne parviennent pas réellement à percer. Le problème réside-t-il plutôt du côté du citoyen, ou plutôt de celui des institutions (au sens le plus large, y compris les médias, etc.) ?

Une cause importante est le professionnalisme des politiques qui n'a, malheureusement, la plupart du temps, pas d'équivalent du côté de la société civile organisée. On peut faire des observations semblables quant à de nombreux acteurs de la sphère économique. Là aussi, sous bien des aspects, on rencontre de nombreuses personnes aguerries et expérimentées.

Outre le professionnalisme, on peut aussi constater l'uniformité en matière de formation, spécialement du côté des politiques (un exemple particulièrement marquant est ici l'ENA française où est formée l'ensemble de la classe dirigeante). Uniformité qui se manifeste ensuite, en général, durant l'ensemble de la carrière des personnes concernées, et qui contribue fortement à la neutralisation des différences entre partis ainsi qu'à une cohésion de la classe politique, du moins en ce qui concerne les partis principaux. Ceux-ci, en général, font bloc vis-à-vis de tout mouvement extérieur, y compris les petits partis alternatifs.

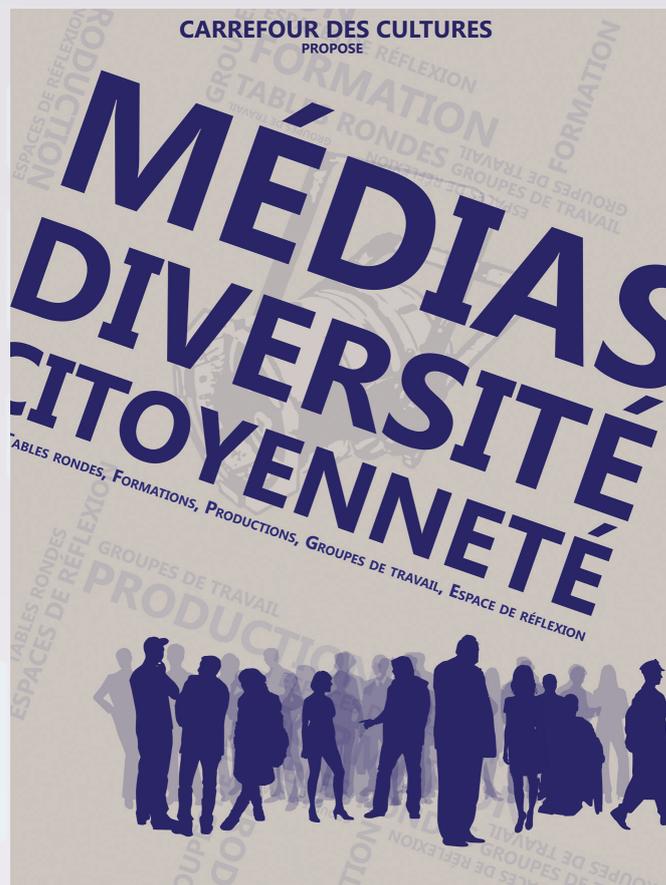
Face à ce professionnalisme et à cette cohésion, la société civile organisée apparaît bien souvent comme divisée et précarisée... Sans réaction suffisante, elle risque de se trouver finalement face à ce dilemme cornélien : péricliter ou embrasser les thèses de la pseudo-alliance évoquée.

La démocratie participative peut surtout s'incarner dans le local ; que faudrait-il faire sur ce plan ?

Il faut utiliser, notamment, les cahiers qui vont être mis en avant à travers l'initiative « Ça passe par ma commune », qui me semble vraiment intéressante. Ce projet est axé sur différentes questions importantes ; par exemple, celle de ce que fait la commune autour des enjeux du développement du Sud, de l'égalité homme-femme, etc.. Il y a aussi toute la campagne quant au vote des étrangers aux communales ; pensons au fait qu'il s'agit de 200 000 personnes à Bruxelles.

A propos de telles initiatives citoyennes, avez-vous un avis sur les récents mouvements citoyens, comme les indignés, notamment en Espagne, mais aussi en Belgique ?

Je trouve ça bien de s'indigner, mais après il faut s'organiser concrètement pour faire bouger les choses. L'indignation doit pouvoir se structurer.



Mais ils ont apporté quelque chose qui n'existait pas, en particulier en Espagne ?

C'est vrai. On peut aussi évoquer à ce propos une autre expérience intéressante : le G1000 ; il serait intéressant d'interroger des personnes impliquées dans ce projet, comme par exemple Paul Herman. De telles initiatives sont encourageantes.

Une uniformité qui fait le bonheur des extrêmes

La différence entre gauche et droite existe-t-elle encore indépendamment de sa réalité spatiale dans l'hémicycle ?

A l'origine, en tout cas, la différence essentielle entre ces pôles résidait dans le fait de favoriser, pour la gauche, les couches précarisées et, pour la droite, la couche des nantis. Les Etats-nations, en Europe, ont favorisé la couche moyenne. La démocratie représentative a tenté de répondre à cet objectif d'élargissement des classes sociales moyennes. L'ensemble des composantes de la société a commencé à tendre vers cette couche intermédiaire, ce qui était très positif.

Mais l'un des effets de cette évolution a été que les hommes politiques des différentes tendances ont adouci leur discours et programmes et ont progressivement tendu vers le centre afin de satisfaire la classe médiane évoquée. Ces phénomènes ont fortement contribué à l'uniformisation du monde politique. Cette uniformisation a poussé les extrêmes à rejaillir de leurs tanières. Nous avons pu le constater lors de l'évolution vers le centre de différents grands gouvernements.

Quant aux électeurs qui ne se tournent pas vers les partis extrémistes, une part croissante d'entre eux tourne le dos à la vie et à la pensée politiques, d'où les taux d'abstention de plus

en plus élevés ; des personnes de plus en plus nombreuses ne se retrouvent plus dans les programmes des partis ayant un réel pouvoir.

Qu'ils soient de gauche ou de droite, dans des coalitions naturelles ou non-naturelles, les gouvernants ont laissé, petit à petit, le marché et l'économie conquérir l'ensemble des autres sphères ; ces pseudo-chevrons de la chose publique ne leur ont opposé pratiquement aucune résistance.

Pour mettre fin à ces développements problématiques, les partis classiques doivent se réconcilier avec leur histoire, avec tout ce qui a fait d'eux de véritables acteurs politiques, avec des positionnements clairs, des programmes clairs, des idéologies claires. Et la démocratie réellement participative reste le seul moyen de restituer à l'idéologie son sens et à l'action politique sa force et son équilibre.

Zoom sur le bimestre

TOUJOURS EN CHANTIER

Migrantes ; réalités et médias lancement des interviews

Rappelons que ce projet vise, avec un groupe constitué majoritairement de migrantes, à lire ensemble une série de médias sur les femmes d'autres cultures, puis de concevoir, avec les participantes et participants, un documentaire exprimant leurs lectures et réflexions sur la façon dont les médias présentent les migrantes ainsi que sur les problématiques touchant cette dernière en général.



Nous travaillons à présent à la réalisation du documentaire. Le groupe de travail a élaboré une première scénarisation et nous allons lancer des interviews dans une série de sphères (migrantes, institutions, associations féminines, enseignants, monsieur et madame « tout le monde », etc.) Le but est de récolter des expressions d'a priori afin de pouvoir ensuite les déconstruire.

N'hésitez pas à nous rejoindre, en particulier **pour participer aux interviews**, que ce soit **comme intervieweur ou interviewé**. **Ou encore, pour participer aux séances de travail** centrées, notamment, sur l'affinement de la scénarisation.

Talents de femmes - Appel aux artistes

L'expression féminine n'est souvent pas assez visible, voire mal traduite, notamment celle qui émane des migrantes.

« Talents de femmes » veut mettre en valeur les créations de talents féminins issus des migrations et peu connus, à travers des expositions notamment. Il s'agit aussi de susciter un intérêt pour l'art dans les différentes communautés.

Nous sommes à la recherche de nouveaux talents. N'hésitez pas à le faire savoir autour de vous ou à nous contacter.

A VENIR ...

Dialogue Orient-Occident l'événement central

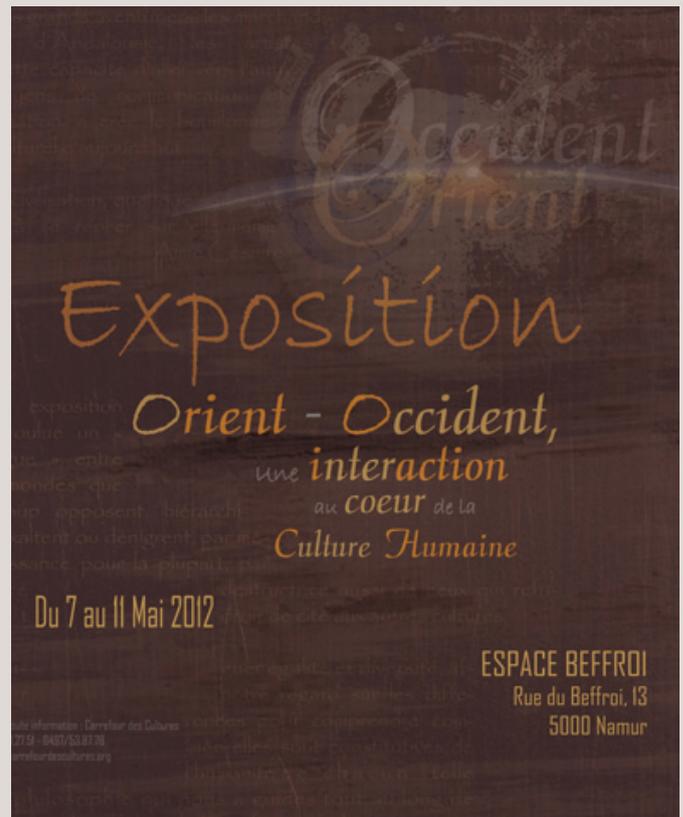
« Dialogue Orient-Occident » vise, rappelons-le, à mettre en valeur les interactions, les racines et créations communes, la richesse et la complexité des peuples et des cultures.

Du 7 au 13 mai 2012 aura lieu l'événement couronnant cet important projet qui se sera développé sur deux ans environ. Au centre de cet événement : l'exposition élaborée et réalisée par le groupe de travail portant « Dialogue Orient-Occident », qui abordera ces thèmes : langues et lettres, sciences et philosophie, religion et spiritualité, arts et cultures ainsi que vie quotidienne.

Autour de l'exposition prendront place une série d'espaces de rencontres, de débat et d'animations artistiques : conférences-débats, concert de Karim Baggili, etc.

L'ensemble des activités se déroulera dans la belle salle de l'espace Beffroi, au centre de Namur, entre le théâtre et la place d'Armes.

Nous espérons de tout cœur que cet événement sera tout particulièrement riche en rencontres, découvertes et échanges entre communautés et personnes. Nous espérons notamment que les apports de l'ensemble des peuples à la culture humaine deviendront plus présents et vivants dans les consciences des participants.



Nous vous serions très reconnaissants si vous répondiez au questionnaire sur l'interface, accessible par le lien suivant (choix multiples, complétable rapidement) :

<https://www.surveymonkey.com/s/QQQVWQZ>

Grand merci d'avance.

Dialogue Orient-Occident - Programme

PROGRAMME

Lundi 7 mai
18h30

Soirée d'ouverture et vernissage de l'exposition :

- Mot d'accueil et présentation de l'événement
- Chants entre berbèrité et francité,
par Fatoum
- Répliques instrumentales Orient-Occident
par A. El Hourri et D. Mees
- L'Orient par l'image

Mardi 8 mai
20h00

Conférence-débat « Orient-Occident, quelles interactions »

G. Bencheikh,
E. Platti
M. Collon

Vendredi 11 mai
20h00

Concert – Karim Baggili, quartet

Expositions

- Orient-Occident, une interaction au cœur de la culture humaine

Exposition abordant les rapports Orient-Occident par ces cinq thématiques : Langues et lettres ; sciences et philosophie ; religion et spiritualité ; arts et cultures ; vie quotidienne

Sur la route des croisades

Parcours critique du chemin suivi par les croisés, sur la piste des traces de l'histoire, et en liaisons avec l'actualité.

Ouverture au public du mardi 8 au vendredi 11 mai - de 09h30 à 18h00

QUELQUES ÉCHOS

Bain de langue Serap Güven

C'est Serap Güven qui a animé la troisième soirée de « Bain de langues », accompagnée par la musicienne Sibel.

La conteuse nous a fait découvrir les récits à la fois humoristiques et philosophiques de Nasreddin Hodja, personnage très fameux en Turquie et plus généralement dans les territoires de l'ancienne Perse.

Les intermèdes de Sibel ont enrichi le spectacle de chants et de musiques traditionnels bellement interprétés.

Les narrations ont été vivantes et en interaction avec le public. Les deux artistes ont également régulièrement échangé, de sorte notamment à mettre en valeur les sonorités de la langue turque.

L'événement a attiré un large public issu de diverses cultures, notamment la communauté turque.



Cinémas des cultures, 4e édition Quand les Albanais s'intéressent au Sri Lanka

Pour sa quatrième édition, « Cinémas des cultures » a été dans l'ensemble fidèle à lui-même :



films de qualités, parlant à la fois à la sensibilité et à la réflexion, rencontres entre les communautés, échanges nourrissant la culture et stimulant la conscience sociale.

Plusieurs œuvres ont particulièrement retenu l'attention du public : spécialement « Visages et ombres » et « Asmaa », films turc et égyptien, respectivement tous deux particulièrement poignants ; ces deux œuvres sont tragiques sur bien des plans mais pleines de noblesse humaine à travers les souffrances. Le film Post Mortem, se déroulant dans le Chili d'Allende au moment du coup d'Etat relève lui aussi de la tragédie, mais s'est révélé plus difficile d'accès pour une bonne part du public. Une partie des participants l'ont cependant fort apprécié également ; il montrait en effet d'une manière particulièrement forte les crimes des tueurs de Pinochet, les espoirs humanistes noyés dans le sang.

L'événement a une nouvelle fois été propice aux rencontres entre cultures et communautés – notons en particulier, à ce propos, les nombreux membres de la communauté albanaise qui sont venus voir le film Sri Lankais « Il était une fois... ».

Pour plus d'informations sur les œuvres projetées, vous pouvez consulter notre bulletin de liaison précédent dédié précisément à « Cinémas des Cultures ».

Share

tables rondes et forum

Le projet « Share » a été initié par ECRE, pour lequel se sont associés principalement le CIRE, le CCAEB et Carrefour des Cultures. Ce projet vise à favoriser les synergies au sein de l'associatif migrant et pro-migrant. Il s'agit notamment, par là, de favoriser la participation des migrants à la politique de l'immigration/intégration à travers les associations en question.

La première étape a été une enquête menée dans l'ensemble du pays, au sein de la société civile organisée migrante et pro-migrante. Les réflexions recueillies ont été synthétisées et analysées ; elles serviront notamment à nourrir une série de séances de travail, qui déboucheront sur un forum.

Suivant la programmation actuelle (qui reste en mouvement), la première de ces séances sera une table ronde qui réunira l'ensemble des acteurs rencontrés lors de l'enquête et souhaitant participer au processus. Elle aura lieu prochainement et portera principalement sur une présentation du projet, des prochaines étapes de son développement, et des résultats des interviews. En outre, il sera alors proposé aux participants d'intégrer un groupe qui s'impliquera de façon plus approfondie dans l'initiative, jusqu'au fo-

rum. Les réactions et avis de tous seront également recueillis lors de cette séance.

Puis, auront lieu deux séances de travail réunissant les membres du groupe plus restreint ; ceux-ci travailleront alors principalement sur la question de l'implication des migrants dans l'élaboration de la politique de l'immigration/intégration, et établiront sur cette base une première proposition de programme du forum.

Celle-ci sera examinée en groupe élargi, à la mi-septembre, lors d'une dernière séance de travail avant le forum prévu pour fin novembre 2012.



Tous les jeudis, de 17 à 18h, sur la Radio Universitaire Namuroise, 107.1 FM, nous vous proposons DiversCité : présentation d'événements culturels et citoyens, musiques du monde, focus sur nos projets et animations ainsi que sur ceux de nos partenaires, etc.

Hebdo typique à CDC

Pour vous donner une idée de nos activités régulières actuelles, nous avons dressé ici un agenda typique :

Lundi

- *Chaque semaine, 10h30* : Français Langue Etrangère.
- *Chaque semaine, 18h* : Danse orientale.

Mardi

- *Chaque semaine, 9h30* : Dialogue Orient-Occident, séance de travail sur les thématiques de l'exposition – groupe restreint.
- *Chaque semaine, 17h30* : Dialogue Orient-Occident ; séance de travail sur les thématiques de l'exposition – groupe événement.

Mercredi

- *Chaque semaine, 14h* : Atelier d'informatique.
- *Toutes les trois semaines, 18h30* : Migrantes ; réalités et médias ; travail sur l'élaboration d'un média sur la thématique, et visionnage d'un documentaire .

Jeudi

- *Une fois par mois, 19h30* : Bain de Langues – soirée contes au Nom de la rose.
- *Toutes les trois semaines, 14h* : Démocratie participative, entre local et global – séance de travail du groupe.

Vendredi

- *Une fois par mois, 18h* : Atelier d'art culinaire.
- *Une fois par mois, 14h* : Talents de femmes, réunion du groupe de travail.

Consultez régulièrement notre agenda en ligne sur www.carrefourdescultures.org (page d'accueil, encart central).

Peuples et Cultures

Le Congo, tragédie, survie, résistance

La République Démocratique du Congo est un des plus grands pays d'Afrique (le deuxième d'Afrique noire, après le Soudan) et l'un de ceux qui recèle le plus de richesses naturelles. Malheureusement, sa population n'a pu jusqu'ici que bien peu profiter de ces atouts.

Elle en a plutôt beaucoup souffert, de la colonisation, aux deux grandes guerres, dans les années 90 et 2000 en passant par la dictature de Mobutu, répressive et corrompue. Au point que ce pays compte parmi les plus précarisés du globe.

La superficie de la RDC représente quatre fois celle de la France, ses frontières touchent 9 pays, et sa population s'élève à 50 millions d'habitants.

Les richesses de ce pays résident dans ses nombreuses ressources minières mais aussi dans sa très grande forêt équatoriale se déployant autour du fleuve Congo, dans le vaste bassin duquel s'étend la RDC – fleuve riche en poissons et au puissant débit, du fait des fortes précipitations de la région. Cette grande cuvette se relève à l'Est, avec les plateaux annonçant la crête Congo-Nil, au Sud, avec les plateaux du Shaba, et à l'Est, avec notamment les collines du Mayombe.

Avant l'arrivée des Occidentaux, diverses sociétés vivaient sur le territoire de l'actuelle RDC, principalement des Bantous et des Pygmées. La colonisation eut lieu dans la seconde moitié du 19^e siècle. L'en



semble du Congo fut alors d'abord la propriété du roi Léopold II de Belgique, puis, au début du 20^e siècle, de l'Etat Belge. Cette colonisation visait et réalisa une intense exploitation des ressources naturelles et humaines. Les colonisateurs évitèrent soigneusement de former une élite locale, ce qui contribua fortement à l'échec de la mise en place, après l'indépendance, d'un Etat moderne. C'est fin des années 90 qu'il sera destitué par Laurent Désiré Kabila, aidé en particulier par le Rwanda.

Peu après, les choses deviennent particulièrement graves ; une situation complexe, résultant notamment des suites de la guerre au Rwanda, entraîne deux conflits très violents dans l'Est du Congo, dont les populations civiles souffrent terriblement. On dénombre plusieurs millions de morts. Plusieurs dizaines de pays y participèrent ; plusieurs puissances internationales y furent impliquées du fait de leur convoitise des richesses de la région.

Les très difficiles situations de vie des congolais résultent donc de cette série de sombres périodes. Néanmoins, ce peuple déploie une

inventivité lui permettant de survivre malgré les contextes très difficiles et, au long de son histoire tragique, il a résisté à travers plusieurs grandes personnalités, de Lumumba à Floribert Chebaya.



Le saviez-vous ?

Le débit du fleuve Congo – 40 000 mètres cubes par seconde – est le second après celui de l'Amazone.

La forêt équatoriale et subéquatoriale du Congo s'étend sur plus d'un million de kilomètres carrés. Sa superficie approche ainsi du tiers de celle de la forêt amazonienne.

Les hauteurs du pays culminent à plus de 5000 mètres.

Patrice Lumumba déclara : « L'indépendance n'est pas un cadeau de la Belgique, mais un droit fondamental du peuple congolais. »

En 2010, la famille de Lumumba a déposé

plainte contre une dizaine de belges qui seraient complices de son assassinat.

La seconde guerre du Congo, au début des années 2000, atteint une telle ampleur qu'on la qualifie de première guerre mondiale d'Afrique.

La langue officielle de la RDC est le français. Néanmoins, ce pays présente une importante diversité linguistique ; ses langues nationales sont le kikongo, le lingala, le swahili et le tshiluba.

Alliance Kivu asbl – Un acteur du co-développement dans la province de Namur

Alliance Kivu est une association fondée par des amis belges et congolais. Elle est basée dans en province de Namur pour son implantation au nord, et en RDC, dans l'ancienne province du Kivu, pour son implantation au Sud.

Cette association est centrée sur le développement de la région en question. Il s'agit là d'une des parties du pays ayant le plus souffert, surtout depuis les très violents conflits débutés au milieu des années 1990 et dont les conséquences se font toujours fortement sentir. C'est suite à ces événements que l'association a été fondée, en 2001.

Cette association agit principalement dans les domaines de la culture (y compris l'enseignement), de la santé et de l'agriculture. Son action se fonde sur une logique ascendante : Alliance Kivu veut éviter toute imposition de points de vue ou de projets et cultiver l'écoute des personnes avec et pour lesquelles elle agit. En effet, l'impulsion des actions provient des habitants des villages du Kivu, car ils sont les mieux placés pour connaître leurs besoins, d'autant plus que ce sont eux qui mettent en œuvre les différents projets.

En tant qu'association basée au nord et collaborant avec le Sud, Alliance Kivu s'inscrit dans la logique du co-développement.

Alliance-Kivu Belgique exerce un rôle central de coordination entre Alliance Kivu Congo et les bailleurs de fonds, qu'ils soient des institutions publiques (commune de Ciney et commune de Nivelles, Loterie nationale, Agence internationale de la francophonie),

des particuliers (système de parrainage d'élèves) ou d'autres sponsors.

Alliance Kivu Congo est entièrement composée de locaux. Il s'agit d'une plateforme de 17 associations. Tous ses projets répondent à des besoins vitaux



et urgents de la population. Les autorités locales prennent aussi part aux projets par la mise à disposition de terrains, de main-d'œuvre, la sensibilisation de la population... La pérennité des projets est toujours assurée, soit par la participation active de la population bénéficiaire, soit par un système de rétrocession, à Alliance Kivu Congo, d'une partie des revenus générés par le projet, afin de créer un effet boule de neige.

Les associations partenaires et les comités locaux proposent des projets et travaillent à leur mise en œuvre. Les comités travaillent aussi aux relations avec les autorités.

Concernant l'agriculture, Alliance Kivu travaille à la relance de l'agriculture depuis 2007 dans la commune rurale de Shabunda. Dans cette partie de la République démocratique du Congo, 90% de la population vit de la culture de la terre mais, dès 1996,



la zone a fortement souffert des conflits armés (pillage des champs, pertes des outils et des semences, etc.). Les objectifs généraux du projet consistent d'une part

à réhabiliter les activités socio-économiques de la population de Shabunda, qui vit essentiellement de l'agriculture, et d'autre part à assurer une alimentation suffisante et de bonne qualité. Quant aux objectifs spécifiques, ils visent à l'installation de champs semenciers (semences achetées à l'INERA, l'institut agronomique de Bukavu) ; champs de manioc résistant à la maladie de la mosaïque, de patates douces, de maïs, d'amarantes et d'aubergines ; il s'agit aussi d'assurer la distribution d'intrants agricoles, de semences améliorées et d'outils aratoires aux paysans ciblés. Outre les objectifs globaux et spécifiques de chaque projet, la conception de ce projet s'articule autour des trois piliers du développement durable, à savoir le pilier social, le pilier économique et le pilier environnemental.

Un exemple : le projet de réhabilitation de l'agriculture. Comme tous les projets soutenus par Alliance Kivu, il produit des résultats dont les effets multiplicateurs dépassent largement les objectifs de développement fixés initialement. En effet, le projet a démarré en décembre 2007 avec la mise en place de l'équipe d'encadrement, composée d'un ingénieur agronome et d'un groupe d'ouvriers agricoles. Comme prévu, la pérennité du projet est assurée par la distribution des semences récupérées lors de la récolte. Ainsi, de 25 à 30% des récoltes sont rétrocédées à un autre groupe de la population. En outre, les semences améliorées sont redistribuées de manière informelle et par solidarité aux familles ne faisant pas partie du projet. D'autre part, un mini moulin à manioc (à moteur) a été acquis en vue d'alléger les corvées de la femme soumise au rude travail consistant à piler le manioc afin d'obtenir la farine pour la

préparation de la pâte, nourriture de base du milieu. Chaque ménagère donne deux mesures de farine à chaque passage au moulin. Ainsi, la farine récoltée est vendue sur le marché. Les fonds obtenus servent à rémunérer l'opérateur du moulin et à acheter du carburant pour le faire fonctionner. Par ailleurs, le premier groupe doit reconstituer le capital (450 \$) pour qu'un autre groupe puisse acquérir un mini moulin à manioc.

Alliance Kivu développe également des actions de parrainages d'enfants, une fabrication artisanale de savon, la mise en place d'une radio communautaire au Kivu ; elle a rénové une école primaire, ouvert un pensionnat mixte à Kasongo, un centre de formation professionnelle dans les métiers de la construction (menuiserie, briqueterie, maçonnerie et tuilerie) à Shabunda, développé une formation professionnelle agro-pastorale, une pisciculture ainsi qu'une production d'huile de palme à Panghi.

Les besoins dans ce territoire sont énormes, les projets sont nombreux et les attentes de la population sont immenses aussi bien au niveau matériel



qu'au niveau du renforcement des compétences. Dans ce contexte, les partenariats établis avec les communes leur donne confiance en l'avenir car ils se sentent soutenus et écoutés. Et même si les partenariats ne peuvent pas les aider à résoudre tous leurs problèmes, ce qu'ils apportent, ne serait-ce qu'en termes d'échanges d'idées, de compétences, fait toute la différence pour cette population jusqu'ici oubliée du monde extérieur.

Différents projets sont en cours d'élaboration et en besoin de fonds : construction d'une école maternelle pour orphelins, construction d'un centre pour les moins valides, forum pour la paix, la réconciliation et le développement communautaire, etc.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à consulter le site Internet de l'association : <http://www.alliance-kivu.org/>

Sons mêlés - Wendo



Antoine Kolosoy, de son surnom Wendo, naît en 1925 dans le Congo belge.

Très jeune déjà, il chante dans l'orchestre de Victoria Léo, à Léopoldville (ex-Kinshasa). Il fonde ensuite l'orchestre Victoria Kin, qui crée notamment, en 1948, le morceau « Marie-Louise » qui rencontrera un immense succès – les Belges du Congo d'alors s'en souviennent sans doute.

Certains considèrent cette chanson comme dotée de pouvoirs magiques, voire diaboliques, ce qui déplait à l'Église catholique ainsi qu'aux autorités qui emprisonnent le musicien.

Néanmoins, « Marie-Louise » devient le plus grand succès africain à l'étranger.

Après la libération, Wendo se lie d'amitié à Lumumba.

Guitariste autodidacte, mariant musiques traditionnelles, modernes et influences africaines, antillaises et des caraïbes, Wendo deviendra un des pères de la musique contemporaine du Congo ainsi que de la rumba congolaise qui s'est étendue progressivement à l'ensemble de l'Afrique.

Suite à l'assassinat de Lumumba, à l'établissement de la dictature et au développement de la Rumba en une forme fortement modernisée et occidentalisée, Wendo met fin à ses créations musicales pour plusieurs dizaines d'années. Il connaît cependant un important retour, vers l'âge de 75 ans, fin des années 90, avec plusieurs nouveaux albums. Il nous quittera en 2008.

Citoyens du monde

Patrice Lumumba

Patrice Lumumba fut certainement l'acteur central de la lutte du Congo pour l'indépendance dans les années 50 et 60 du siècle dernier. Il fit sans doute des erreurs stratégiques et il semble qu'il était davantage doué pour critiquer les méfaits du colonialisme que pour élaborer un programme suffisamment clair. Il n'en reste pas moins qu'il demeura jusqu'au bout fidèle à ses idéaux de liberté et d'autonomie, malgré les dangers de plus en plus grands qui pesaient sur lui. C'est démocratiquement qu'il parvint au pouvoir.

Sous le régime colonial, Lumumba est l'un des très rares congolais qui parvient à faire des études (le pouvoir de l'époque, comme évoqué, ne facilitant en rien la formation des indigènes). Dès le milieu des années 1950, il met ses grands talents d'orateurs au service des efforts de libération et il sera incarcéré plusieurs fois. Il crée en 1958 le Mouvement National Congolais qui vise le développement d'un Etat uni, laïc et indépendant. La Belgique accorde finalement son indépendance au pays. Le MNC reçoit de très bons résultats aux premières élections et Lumumba devient premier ministre.

Malheureusement, l'indépendance a été acquise sans transition, très rapidement. Très peu de congolais sont formés et d'autres dirigeants du pays veulent jouer, dans leur quête pour plus de pouvoir, sur leurs liens avec l'Occident. Le

pays menace de tomber dans le chaos et pour tenter d'éviter cela, Lumumba fait notamment appel à l'URSS. Cette démarche, ainsi que son intransigeance vis-à-vis de l'ancienne métropole, le condamnent. En 1961, Mobutu l'arrête et l'envoie chez les sécessionnistes katangais, ses pires ennemis, qui l'assassinent ; les principaux leaders de son gouvernement subissent le même sort, tout comme, en cinq années de répressions sanglantes par Mobutu, des centaines de milliers de congolais. Le pays rentre ainsi dans une très longue ère de dictature, soutenue par l'Occident – diverses puissances voient le maréchal comme un garant de l'unité du pays et un rempart contre le communisme.

Malgré les défauts de Lumumba, le parcours du Congo aurait assurément été tout autre, depuis l'indépendance, si l'on n'avait pas destitué et assassiné celui que le peuple avait choisi comme principal représentant.



Pour en savoir plus...

Dans « L'assassinat de Lumumba », Ludo De Witte, sociologue et historien flamand tente de démêler les fils de l'histoire et de voir au-delà des versions officielles.

Ludo De Witte, « L'assassinat de Lumumba », Karthala, Paris, 2000.

Langues et lettres

François-Médard MAYENGO KULONDA

François-Médard Mayengo Kulonda est né en 1952 dans l'actuelle RDC. Il vit son enfance et l'époque coloniale à Kinshasa, puis il étudie la médecine. Durant plusieurs années, il soigne des personnes des populations rurales, avant de s'établir à Kinshasa où il continue à soigner, en particulier les habitants des quartiers pauvres.

Parallèlement à son travail de médecin, François-Médard Mayengo est poète, peintre, critique d'art et militant. Plusieurs de ses essais et recueils de poèmes ont été publiés (dans les essais, on peut citer « Notes sur l'art » et « Cultures Nègres et Révolutions » ; pour la poésie, « Mon cœur de saison », « Du sang et du feu au Congo », « Les Amarres rompues », etc.)

Ses œuvres dépeignent l'histoire du Congo et de l'Afrique dans son ensemble en dénonçant colonialisme et néocolonialisme, en exhortant le continent à acquérir enfin une réelle indépendance, car selon lui, ce sont les puissances étrangères qui continuent à diriger.

Mulele Pierre

« Sur des pentes abruptes de notre route
Quand tu poussais ton cri aigu, mains déliées,
Depuis le Kwilu, alors que tout dormait au Congo,
Quel éveil fut dit, redit ?
Ce déploiement (...) de marches sur des braises semées aux campagnes du Congo,
Personne n'y pensait...
Mais d'un seul vouloir indivis, tu montras des balises au large des nuits...
(...)
Mais que n'as-tu fait, homme vêtu de nuit ?
(...)
Toi qui fus homme des temps nouveaux,
(...)
Toi qui d'un seul geste réalisais ce qui pour d'autres était présage :
(...)
Torpeur secouée parmi des ronces (...)
On oublia, Mulele, pendant quelques temps ton projet
Aux crépuscules des cités avariées d'Afrique...

Dans la préface du recueil « Du sang et du feu au Congo » (Editions du Cipcre), Kä Mana écrit : « François Médard Mayengo est sans aucun doute le poète le plus important de la République démocratique du Congo aujourd'hui. Par la vigueur de son verbe, par l'ampleur de son imagination créatrice, par l'ancrage de sa parole dans les interrogations les plus fondamentales du destin de l'être humain, par sa vision de la condition de l'Afrique dans le monde et par son regard aigu sur les drames du peuple congolais, ce poète marque d'une empreinte particulière l'espace de la littérature de notre pays et de l'Afrique ».

Le poème qui suit est dédié à Pierre Mulele, compagnon de Lumumba qui dirigeait un mouvement révolutionnaire dans les années 1960. En 1968, il est capturé et, la même année, Mobutu le fait torturer à mort.

Et n'étaient les bûches mal allumées des vandales nouveaux du monde ancien,
Tu remettrais avec bonheur l'homme entre les mains de l'homme au Congo.
(...)
Mais demain, Mulele,
Demain, ta voix reconnue, d'autres (...)
Fidèles à ton cri, reprendront la marche où tu la laissas,
Sur des pentes abruptes de notre route,
Quand tu poussas ton cri aigu, mains déliées, depuis le Kwilu, alors que tout dormait au Congo, où l'éveil fut dit et redit ! »

François - Médard MAYENGO KULONDA (extrait du recueil « Les Amarres rompues », éditions du Mont du Cristal).

Autour de la table

poulet à la moambe

Pour 6 personnes

Ingrédients

- 1,5 kg de poulet ;
- 230 g. de noix de palme ;
- 100 g. d'oignons ;
- Un bouquet de persil ;
- 1 botte de ciboulette ;
- Huile ;
- Sel et poivre.



Préparation

Couper le poulet en 6 morceaux.
Saler et poivrer.
Faire revenir dans un peu d'huile.
Réserver.

Laver puis piler les noix de palme.
Les verser dans ½ L. d'eau.
Porter à ébullition et laissez cuire quelques minutes.
Tamiser.
Réserver.

Emincer la ciboulette et les oignons.
Les faire revenir dans un peu d'huile.

Ajouter le poulet puis le jus de noix de palme (Si vous n'avez pas de noix, vous pouvez utiliser l'huile de palme – dans ce cas, ne pas ajouter d'autre huile).
Laisser mijoter, à feu doux, 45 minutes environ.

Accompagnement : riz, manioc, semoule.